

Functie	Toegangsvoorwaarde/diplomavereiste	Nr van de weddeschaal
A. Opvoedend personeel		
Master in de logopedie	Master- of licentiaatsdiploma	15
Huisarts (m/v)	Houder van het diploma van doctor in de genees-, heel- en verloskunde	17
Arts-specialist (m/v)	Houder van het diploma van doctor in de genees-, heel- en verloskunde alsmede van een specialisatie die vereist is overeenkomstig het advies van de erkenningscommissie van geneesheren-specialisten	18

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Regering van 31 januari 2019 tot wijziging van het besluit van de Regering van 20 februari 2014 tot vaststelling van de nadere regels voor raamovereenkomsten over de subsidiëring van verenigingen en inrichtingen voor personen met een handicap

Eupen, 31 januari 2019.

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap :

De Minister-President,

O. PAASCH

De Minister van Gezin, Gezondheid en Sociale Aangelegenheden,

A. ANTONIADIS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/201258]

14 FEVRIER 2019. — Décret modifiant le Chapitre II du Titre III du Livre II de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatif aux funérailles et sépultures (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Dans l'article L1232-1, alinéa 1^{er}, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, remplacé par le décret du 6 mars 2009 et modifié par le décret du 23 janvier 2014, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 6^o est remplacé par ce qui suit :

« 6^o exhumation de confort : retrait d'un cercueil ou d'une urne cinéraire de sa sépulture, à la demande de proches ou sur initiative du gestionnaire public, en vue de lui conférer un nouveau mode ou lieu de sépulture; »;

b) le 11^o est remplacé par ce qui suit :

« 11^o ossuaire : monument mémoriel fermé, situé dans le cimetière, aménagé et géré par le gestionnaire public, où sont rassemblés les ossements, cendres ou tout autre reste organique et vestimentaire des défunts tels que vêtements, bijoux et dentition, après qu'il ait été mis fin à leur sépulture, à l'exclusion des contenants, tels que cercueil et housse; »;

c) le 16^o est remplacé par ce qui suit :

« 16^o indigent : personne, bénéficiant du statut d'indigence, accordé par la commune d'inscription au registre de la population, au registre des étrangers ou au registre d'attente, ou à défaut d'une telle inscription, par la commune sur le territoire de laquelle survient le décès, en raison de son absence de ressources ou de ressources suffisantes pour couvrir ses besoins élémentaires en référence à l'article 16 de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale; »;

d) le 18^o est remplacé par ce qui suit :

« 18^o défaut d'entretien : état d'une sépulture, qui de façon permanente est malpropre, envahie par la végétation, délabrée, effondrée, en ruine, dépourvue de nom ou dépourvue des signes indicatifs de sépulture exigés par le règlement adopté par le gestionnaire public; »;

e) il est complété par un 20^o rédigé comme suit :

« 20^o assainissement ou exhumation technique : retrait, au terme de la désaffectation de la sépulture, d'un cercueil ou d'une urne cinéraire, sur initiative du gestionnaire public, impliquant le transfert des restes mortels vers l'ossuaire. ».

Art. 2. Dans l'article L1232-2 du même Code, remplacé par le décret du 6 mars 2009, le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Le gestionnaire public aménage une parcelle des étoiles pour les fœtus nés sans vie entre le 106^e et 180^e jour de grossesse et les enfants jusqu'à douze ans au sein de laquelle les emplacements sont non concédés.

L'article L1232-21 n'est pas applicable à ces emplacements.

Le gestionnaire public conserve l'adresse de courrier électronique et l'adresse du domicile de la personne ayant introduit la demande de sépulture.

Seule une réaffectation de l'ensemble de la parcelle est autorisée, par laquelle le gestionnaire public récupère les emplacements après qu'une copie de la décision d'enlèvement ait été affichée pendant un an sur le lieu de la sépulture et à l'entrée du cimetière et qu'une copie de l'acte ait été envoyée par voie postale et par voie électronique aux ayants droit. Au préalable, un plan de situation et un plan d'aménagement interne sont transmis au service désigné par le Gouvernement qui rend son avis dans les quarante-cinq jours de la réception.

Les proches peuvent enlever les signes indicatifs de sépulture après la période d'affichage et moyennant autorisation écrite du gestionnaire public ou de son délégué, octroyée sur base d'une demande écrite introduite durant la période d'affichage. Le gestionnaire public enlève, après récupération éventuelle par les proches, et après réception de l'autorisation du service désigné par le Gouvernement, les signes indicatifs de sépulture restants.

Le gestionnaire public peut également aménager une parcelle permettant le respect des rites de funérailles et de sépultures des cultes et des organisations philosophiques non confessionnelles. La décision de rejoindre une parcelle ainsi créée résulte de la seule manifestation expresse de volonté exprimée, soit par le défunt, soit par la personne qualifiée pour pourvoir aux funérailles.

Les parcelles visées au présent paragraphe sont intégrées dans le cimetière; aucune séparation physique ne peut exister entre celles-ci et le restant du cimetière.

Toute inhumation ou toute crémation se fait dans le respect des dispositions du présent décret. ».

Art. 3. L'article L1232-5, remplacé par le décret du 6 mars 2009, est remplacé par ce qui suit :

« Art. L1232-5. § 1^{er}. Les cimetières et établissements crématoires communaux sont soumis à l'autorité, à la police et à la surveillance des autorités communales, qui veillent à ce qu'aucun désordre ni acte contraire au respect dû à la mémoire des morts ne s'y commettent et à ce qu'aucune exhumation de confort n'ait lieu sans l'autorisation du bourgmestre, conformément à l'article 133, alinéa 2, de la nouvelle loi communale.

Dans les cimetières et établissements crématoires intercommunaux, les compétences visées à l'alinéa 1^{er} sont exercées par les autorités de la commune sur le territoire de laquelle le cimetière ou l'établissement crématoire est établi.

§ 2. Toute exhumation, qu'elle soit de confort ou technique, est réalisée exclusivement entre le 15 novembre et le 15 avril. Elle est interdite dans un délai sanitaire de huit semaines à cinq ans suivant l'inhumation.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les exhumations réalisées dans les huit premières semaines suivant l'inhumation peuvent être réalisées toute l'année.

L'alinéa 1^{er} n'est pas applicable à l'exhumation de confort d'urnes placées en cellule de columbarium.

Le bourgmestre, ou son délégué, peut autoriser une exhumation de confort uniquement soit :

1° en cas de découverte ultérieure d'un acte de dernières volontés,

2° en cas de transfert, avec maintien du mode de sépulture, d'un emplacement non-concédé vers un emplacement concédé ou d'un emplacement concédé vers un autre emplacement concédé, ou, pour les fœtus nés sans vie entre le 106^e et 180^e jours de grossesse et les enfants jusqu'à douze ans, d'une parcelle des étoiles vers une autre parcelle des étoiles,

3° en cas de transfert international.

Le nouveau mode ou lieu de sépulture conféré au cercueil ou à l'urne suite à une exhumation de confort est conforme à l'acte de dernières volontés, s'il existe.

Les exhumations de confort de cercueils peuvent être réalisées uniquement par des entreprises privées. Elles respectent les normes de sécurité et de salubrité ainsi que la mémoire des défunts.

Sur demande des proches, la crémation après exhumation est autorisée par le bourgmestre, ou son délégué, en cas de découverte ultérieure d'un acte de dernières volontés sollicitant ce mode, ou en cas de transfert international.

En cas d'exhumation de confort à l'initiative du gestionnaire public, l'autorisation visée à l'alinéa 4 prend la forme d'un arrêté actant l'opération envisagée et le recours à l'entreprise privée n'est pas obligatoire. ».

Art. 4. Dans l'article L1232-7, § 2, du même Code, remplacé par le décret du 16 novembre 2017, l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 5. Dans l'article L1232-8 du même Code, remplacé par le décret du 6 mars 2009 et modifié par les décrets des 23 janvier 2014 et 16 novembre 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 2, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« A défaut pour le titulaire de la concession ou, s'il est décédé, pour ses ayants droit, de s'être acquitté, dans le mois, du montant dû pour le renouvellement de la concession, une copie de l'acte est affichée pendant un an au moins sur le lieu de sépulture et à l'entrée du cimetière. L'affiche est enlevée dans un délai de quinze jours dès réception par le gestionnaire public du paiement dû. »;

2° dans le paragraphe 2, alinéa 4, les mots « la réponse ou l'absence de réponse » sont remplacés par les mots « l'exécution du paiement dû pour le renouvellement ou l'absence de réponse »;

3° dans le paragraphe 3, alinéa 2, les mots « l'état d'abandon » sont remplacés par les mots : « le défaut d'entretien ».

Art. 6. Dans l'article L1232-12, § 2, du même Code, remplacé par le décret du 16 novembre 2017, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Le défaut d'entretien est constaté par un acte du bourgmestre ou de son délégué, ou de l'organe compétent de la régie communale autonome ou de l'intercommunale. Une copie de l'acte est envoyée par voie postale et par voie électronique au titulaire de la concession ou, s'il est décédé, à ses ayants droit. Même en présence d'un engagement écrit de remise en état dans le délai fixé par le gestionnaire public, transmis par une personne intéressée, une copie de l'acte est affichée, un mois après son envoi, pendant un an sur le lieu de sépulture et à l'entrée du cimetière. En cas d'engagement à réaliser les travaux, mention en sera faite sur l'affiche. L'affiche est enlevée dans un délai de quinze jours suivant la réalisation des travaux. ».

Art. 7. Dans la première partie, livre II, titre III, section 2, sous-section 2, il est inséré un article L1232-12/1 rédigé comme suit :

« Art. L1232-12/1. § 1^{er}. Le gestionnaire public prend acte dans une délibération, des sépultures récupérées au terme de l'affichage :

1° pour arrivée du terme, en application de l'article L1232-8 et de l'article L1232-10;

2° au terme de l'affichage pour défaut d'entretien, en application de l'article L1232-12.

§ 2. Au terme de la concession, les restes mortels et les cendres sont déposés dans l'ossuaire du cimetière. Le gestionnaire public mentionne ces opérations dans le registre des cimetières. ».

Art. 8. A l'article L1232-16 du même Code, remplacé par le décret du 6 mars 2009,

les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est complété par la phrase suivante :

« A défaut d'acte de dernières volontés du défunt, le choix du mode de sépulture, de la destination des cendres après la crémation, de la destination des cendres au terme de la concession et du rite confessionnel ou philosophique pour les obsèques incombe à la personne qualifiée pour pourvoir aux funérailles, visée à l'article L1232-1, 10^o. »;

2° il est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Si aucune place ne leur est attribuée dans une concession préexistante les indigents sont inhumés en zone non-concédée. ».

Art. 9. A l'article L1232-17, § 2, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par le décret du 6 mars 2009 et modifié par le décret du 23 janvier 2014, la phrase : « L'acte de dernières volontés peut mentionner si au terme de la concession, les cendres contenues dans l'urne, placée en columbarium ou inhumée, sont dispersées sur la parcelle de dispersion, en lieu et place d'un transfert vers l'ossuaire. » est abrogée.

Art. 10. Dans l'article L1232-17bis, du même Code, la première phrase de l'alinéa 1^{er}, est remplacée par ce qui suit : « L'inhumation est subordonnée à une autorisation gratuite, qui ne peut être délivrée, au minimum 24 heures après le décès, que par l'officier de l'état civil du lieu de décès, si la personne est décédée dans une commune de la région de langue française. ».

Art. 11. A l'article L1232-18, § 3 du même Code, remplacé par le décret du 6 mars 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2 est complété par la phrase suivante : « Seules les inhumations en caveau peuvent faire l'objet d'une demande de dérogation. »;

2° sont ajoutés deux alinéas rédigés comme suit :

« Le Gouvernement refuse la dérogation s'il s'agit de procéder à une inhumation dans un bâtiment qui n'a pas fait l'objet, dans les six mois de l'entrée en vigueur du présent alinéa, d'un enregistrement par son propriétaire auprès de la commune qui vérifie son adéquation et son parfait état d'entretien.

Sont applicables aux inhumations pour lesquelles une dérogation a été accordée, les articles L1232-4, L1232-5 et L1232-20. ».

Art. 12. Dans l'article L1232-19 du même Code, remplacé par le décret du 6 mars 2009, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« La base de tout cercueil inhumé en pleine terre l'est dans une fosse séparée, horizontalement, à quinze décimètres de profondeur par rapport au niveau du sol. Lorsque plusieurs cercueils sont inhumés l'un au-dessus de l'autre, la base du cercueil le plus haut est à quinze décimètres en-dessous du niveau du sol. La base de toute urne inhumée en pleine terre l'est dans une fosse séparée à six décimètres au moins de profondeur par rapport au niveau du sol. L'urne utilisée pour une inhumation en pleine-terre est biodégradable. ».

Art. 13. L'article L1232-21 du même Code, remplacé par le décret du 16 novembre 2017, est remplacé par ce qui suit :

« Art. L1232-21. § 1^{er}. Une sépulture non concédée est conservée, en pleine terre pour un cercueil et en cellule de columbarium ou en pleine terre pour une urne, pendant au moins cinq ans. Aucune modification du régime légal de l'emplacement n'est accordée de façon individuelle.

Le gestionnaire public conserve l'adresse de courrier électronique et l'adresse du domicile de la personne ayant introduit la demande de sépulture.

Toute modification de cette information dans les registres communaux est à l'initiative de la personne qui a introduit la demande de sépulture ou, si elle est décédée, de ses ayants droit.

§ 2. Au plus tôt au terme du délai visé au paragraphe 1^{er}, le bourgmestre ou son délégué ou l'organe compétent de la régie communale autonome ou de l'intercommunale dresse un acte de décision d'enlèvement.

Une copie de l'acte est envoyée par voie postale et par voie électronique à la personne ayant introduit la demande de sépulture ou, si elle est décédée, à ses ayants droit. En cas de demande d'exhumation, la personne qui a introduit cette demande s'acquitte, dans le mois, du montant dû. A défaut, une copie de l'acte est affichée pendant un an au moins sur le lieu de la sépulture non concédée et à l'entrée du cimetière. En cas d'exhumation, mention en sera faite sur le lieu de la sépulture.

Les proches peuvent enlever les signes indicatifs de sépulture après la période d'affichage et moyennant autorisation écrite du gestionnaire public ou de son délégué, octroyée sur base d'une demande écrite introduite durant la période d'affichage. Le gestionnaire public enlève, après récupération éventuelle par les proches, et après réception de l'autorisation du service désigné par le Gouvernement, les signes indicatifs de sépulture restants.

La sépulture non concédée est assainie à l'expiration du délai visé au paragraphe 1^{er}, suivi de l'année d'affichage. Au terme de ce délai, le gestionnaire public devient propriétaire des matériaux.

Sont mentionnés au registre des concessions, soit :

1^o l'envoi de la copie de l'acte ainsi que l'exécution du paiement dû pour l'exhumation;

2^o l'absence de réponse de la personne ayant introduit la demande de sépulture ou, si elle est décédée, de ses ayants droit.

§ 3. En cas de désaffectation d'un ensemble de minimum trois sépultures contigües non concédées, un plan de situation et un plan d'aménagement interne sont transmis au service désigné par le Gouvernement qui rend son avis dans les quarante-cinq jours de la réception.

§ 4. Au terme de l'année d'affichage, les restes mortels et les cendres sont déposés dans l'ossuaire du cimetière. Le gestionnaire public mentionne ces opérations dans le registre des cimetières.

§ 5. L'entretien d'une sépulture non concédée incombe :

1^o au gestionnaire public, lorsque le défunt a été reconnu indigent lors de son décès;

2^o aux proches visés à l'article L1232-1, 14^o, dans les autres cas. "

Art. 14. Dans l'article L1232-22, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1^o l'alinéa premier du paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit : « La crémation est subordonnée à une autorisation gratuite, qui ne peut être délivrée, au minimum 24 heures après le décès, que par l'officier de l'état civil du lieu de décès, si la personne est décédée dans une commune de la région de langue française. »;

2^o à l'alinéa 4 du paragraphe 2, les mots « le certificat visé à l'article 77 ou à l'article 81 du Code civil » sont remplacés par les mots « le certificat de décès ».

Art. 15. L'article L1232-25 du même Code est abrogé.

Art. 16. Dans l'article L1232-26, du même Code, remplacé par le décret du 10 novembre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 1^o, a), les mots « l'état d'abandon » sont remplacés par les mots « le défaut d'entretien »;

2^o dans le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, les mots « dispositions prévues au point 3. » sont remplacés par les mots « dispositions prévues au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 3^o c). ».

Art. 17. Dans l'article L1232-28, du même Code, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit : « Pour les sépultures antérieures à 1945, une autorisation est demandée, au préalable au service désigné par le Gouvernement. ».

Art. 18. Le présent décret entre en vigueur à la date fixée par le Gouvernement, et au plus tard le 15 avril 2019.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 14 février 2019.

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Egalité des chances,
de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. GREOLI

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation,
du Numérique, de l'Emploi et de la Formation,
P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,
C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Energie, du Climat et des Aéroports,
J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme,
du Patrimoine et délégué à la Grande Région,
R. COLLIN

Le Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,
V. DE BUE

(1) Session 2018-2019.

Documents du Parlement wallon, 1256 (2018-2019) N^{os} 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance plénière du 13 février 2019.

Discussion.

Vote.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/201258]

14 FEBRUARI 2019. — Decreet tot wijziging van Hoofdstuk II van Titel III van Boek II van Deel I van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie betreffende de begraafplaatsen en de lijkbezorging (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. In artikel L1232-1, eerste lid, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, vervangen bij het decreet van 6 maart 2009 en gewijzigd bij het decreet van 23 januari 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) punt 6° wordt vervangen door wat volgt:

“6° comfortopgraving: wegname van een doodskist of van een asurn uit de begraafplaats op verzoek van de nabestaanden of op initiatief van de openbare beheerder om te worden bewaard volgens een nieuwe wijze van teraardebestelling of begraafplaats;”;

b) punt 11° wordt vervangen door hetgeen volgt:

“11° doodsheuvel: door de openbare beheerder ingericht en beheerd gesloten geheugensmonument gelegen in de begraafplaats waar de beenderen, as of iedere organische en kledingsrest, zoals kledingen, juwelen, en tanden, van de overledenen worden verzameld nadat hun graf beëindigd is, met uitzondering van de bergingsmiddelen, zoals doodskist en hoest;”;

c) punt 16° wordt vervangen door wat volgt:

“16° behoeftige: persoon met het statuut van behoeftige toegekend door de gemeente van inschrijving in het bevolkingsregister, het vreemdelingenregister of het wachtregister of bij gebrek aan een dergelijke inschrijving, door de gemeente op het grondgebied waarvan het overlijden plaatsvindt, wegens zijn gebrek aan middelen of voldoende middelen om zijn elementaire behoeften te dekken overeenkomstig de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie;”;

d) punt 18° wordt vervangen door wat volgt:

“18° onderhoudsverzuim: staat van een graf dat doorlopend onzindelijk, door plantengroei overwoekerd, vervallen, ingestort of bouwvallig is of dat niet voorzien is van de graftekens vereist in het reglement goedgekeurd door de openbare beheerder;”;

e) het artikel wordt aangevuld met een punt 20°, luidend als volgt:

“20° technische sanering of opgraving: wegname, aan het einde van de ontheffing van de bestemming als graf, doodskist of asurn, uit de begraafplaats op initiatief van de openbare beheerder, die de overbrenging van het stoffelijk overschot naar het doodsheuvel inhoudt.”.

Art. 2. In artikel L1232-2 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 maart 2009, wordt paragraaf 4 vervangen als volgt:

“§ 4. De openbare beheerder legt een stille kinderweide voor tussen de 106e en de 180e dag van de zwangerschap doodgeboren foetussen en voor kinderen tot twaalf jaar, waarin de ruimten niet-geconcedeerd zijn.

Artikel L1232-21 is niet van toepassing op die ruimten.

De openbare beheerder bewaart het e-mailadres en het adres van de woonplaats van de persoon die de grafaanvraag ingediend heeft.

Alleen een herbestemming van het geheel van het perceel is toegelaten, waarbij de openbare beheerder de ruimten weer overneemt nadat een afschrift van de beslissing tot wegname tijdens één jaar bij het graf en bij de ingang van de begraafplaats is aangeplakt en een afschrift van de akte per post en per e-mail aan de rechthebbenden is gezonden.

Voorafgaandelijk worden een liggingsplan en een intern plan van aanleg aan de door de Regering aangewezen dienst overgemaakt, die binnen vijfenveertig dagen na ontvangst ervan advies uitbrengt.

De nabestaanden mogen de graftekens wegnemen na de aanplakkingsperiode en mits een schriftelijke vergunning van de openbare beheerder of diens afgevaardigde, die op basis van een schriftelijke aanvraag ingediend tijdens de aanplakkingsperiode wordt toegekend. De openbare beheerder neemt de overblijvende graftekens weg na eventuele terugname door de nabestaanden en na ontvangst van de vergunning van de door de Regering aangewezen dienst.

De openbare beheerder kan eveneens een perceel inrichten voor het naleven van het ceremonieel van begravenissen en lijkvorming van de erediensdiensten en van de niet-confessionele levensbeschouwelijke organisaties.

De beslissing om begraven te worden in een aldus opgericht perceel vloeit voort uit de eniguitdrukkelijke wilsuiting ofwel, door de overledene, ofwel door de persoon gekwalificeerd om voor de uitvaart in te staan.

De in deze paragraaf bedoelde percelen worden in de begraafplaats opgenomen; er mag geen fysieke scheiding tussen hen en de rest van de begraafplaats bestaan.

Elke begraving of crematie geschiedt met inachtneming van de bepalingen van dit decreet.”.

Art. 3. Artikel L1232-5, gewijzigd bij het decreet van 6 maart 2009, wordt vervangen als volgt:

“Art. L1232-5. § 1. Gemeentelijke begraafplaatsen en crematoria vallen onder het gezag, de ordehandhaving en het toezicht van de gemeenteoverheden, die erop toeziet dat er geen wanorde heerst, dat er geen handelingen in strijd met de eerbied voor de doden worden verricht en dat er geen comfortopgraving plaatsheeft zonder verlof van de burgemeester, overeenkomstig artikel 133, tweede lid, van de nieuwe gemeentewet.

Op de intergemeentelijke begraafplaatsen en in de intergemeentelijke crematoria worden de in het eerste lid bedoelde bevoegdheden uitgeoefend door de overheid van de gemeente waar de begraafplaats of het crematorium ligt.

§ 2. Iedere opgraving, ongeacht of het gaat om een comfortopgraving of een technische opgraving, wordt uitsluitend tussen 15 november en 15 april uitgevoerd. Ze is verboden binnen een sanitaire termijn van acht weken tot vijf jaar na de begraafing.

In afwijking van het eerste lid kunnen de opgravingen die binnen de eerste acht weken na de begraafing zijn verricht, tijdens het hele jaar uitgevoerd worden.

Het eerste lid is niet van toepassing op de comfortopgraving van uren geplaatst in een columbariumcel.

De burgemeester of diens afgevaardigde kan een comfortopgraving alleen in de volgende gevallen toelaten:

1° ofwel, in geval van latere ontdekking van een akte van de laatste wilsbeschikking;

2° ofwel in geval van overbrenging, met handhaving van de begraafwijze, van een niet-geconcedeerde ruimte naar een geconcedeerde ruimte of van een geconcedeerde ruimte naar een niet-geconcedeerde ruimte of, voor tussen de 106^e en de 180^e dag van de zwangerschap doodgeboren foetussen en voor kinderen tot twaalf jaar, van een stille kinderweide naar een andere stille kinderweide,

3° in geval van internationale overbrenging.

De nieuwe wijze van teraardebestelling of begraafplaats voor een doodskist of een urn ten gevolge van de comfortopgraving stemt overeen met de akte van de laatste wilsbeschikking indien hij bestaat.

De comfortopgravingen van doodskisten kunnen alleen door privé-ondernemingen verricht worden.

Ze leven de veiligheids- en gezondheidsnormen alsook de nagedachtenis van de overledenen na.

Op verzoek van de nabestaanden wordt de crematie na opgraving door de burgemeester of diens afgevaardigde toegelaten in geval van latere ontdekking van een akte van de laatste wilsbeschikking waarin om die wijze wordt verzocht, of in geval van internationale overbrenging.

In geval van comfortopgraving op initiatief van de openbare beheerder neemt de in het vierde lid bedoelde toelating de vorm aan van een besluit waarbij akte wordt genomen van de overwogen verrichting en het is niet verplicht een beroep te doen op een privé-onderneming.”

Art. 4. In artikel L1232-7, § 2, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 16 november 2017, wordt het tweede lid opgeheven.

Art. 5. In artikel L1232-8 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 maart 2009 en gewijzigd bij het decreet van 23 januari 2014 en 16 november 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2 wordt het derde lid vervangen als volgt:

”Indien de titularis van de concessie of, als hij overleden is, zijn rechthebbenden, binnen de maand, het verschuldigde bedrag voor de verlenging van de concessie niet heeft betaald, wordt een afschrift van de akte minstens een jaar lang bij het graf en aan de ingang van de begraafplaats aangeplakt. De affiche wordt verwijderd binnen een termijn van vijftien dagen na ontvangst door de openbare beheerder van de verschuldigde betaling.”;

2° in paragraaf 2, vierde lid, worden de woorden ”het antwoord of het gebrek aan antwoord” vervangen door de woorden ”de uitvoering van de verschuldigde betaling voor de verlenging of het gebrek aan antwoord”;

3° in paragraaf 3, lid 2, worden de woorden ”de verwaarlozing” vervangen door de woorden ”het onderhoudsverzuim”;

Art. 6. In artikel L1232-12, § 2, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 16 november 2017, wordt het eerste lid vervangen door wat volgt:

”Het onderhoudsverzuim wordt geconstateerd in een akte van de burgemeester of zijn afgevaardigde, of van het bevoegde orgaan van het autonome gemeentebedrijf of van de intercommunale. Een afschrift van de akte wordt per post of e-mail toegezonden aan de titularis van de concessie of, als hij overleden is, aan zijn rechthebbenden. Zelfs in aanwezigheid van een schriftelijke verbintenis tot herstel binnen de door de openbare beheerder vastgestelde termijn, die door een belanghebbende wordt overgemaakt, wordt een afschrift van de akte binnen één maand na de zending ervan een jaar lang bij het graf en aan de ingang van de begraafplaats aangeplakt. In geval van verbintenis om de werken uit te voeren, wordt daarvan melding gemaakt op de affiche. De affiche wordt verwijderd binnen een termijn van vijftien dagen na de uitvoering van de werken.”.

Art. 7. In het eerste deel, Boek II, titel III, afdeling 2, onderafdeling 2, wordt een artikel L1232-12/1 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. L1232-12/1. § 1. De openbare beheerder neemt akte in een beraadslaging van de graven weer overgenomen bij het verstrijken van de aanplakking:

1° wegens afloop van de termijn, overeenkomstig artikel L1232-8 en artikel L1232-10;

2° bij het verstrijken van de aanplakking wegens onderhoudsverzuim, overeenkomstig artikel L1232-12.

§ 2. Aan het einde van de concessie worden de stoffelijke resten en de as in een ossuarium bijgezet. De openbare beheerder vermeldt deze verrichtingen in het register van de begraafplaatsen.”

Art. 8. In artikel L1232-16 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 maart 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt aangevuld met volgende zin:

”Bij gebrek aan akte van de laatste wilsbeschikking van de overledene rust de keuze van de wijze van teraardebestelling, van de bestemming van de as na de crematie, van de bestemming van de as na afloop van de concessie en van het confessionele of filosofische ceremonieel voor de bijzetting op de in artikel L1232-1, 10°, bedoelde persoon gekwalificeerd om voor de uitvaart in te staan.”;

2° het wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

”Als er in een reeds bestaande concessie geen ruimte aan hen wordt toegewezen, worden de behoeftigen in een niet-geconcedeerde zone begraven.”

Art. 9. I artikel L1212- 17, § 2, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 maart 2009 en gewijzigd bij het decreet van 23 januari 2014, wordt de zin : ”In de akte van de laatste wilsbeschikking kan worden vermeld of, na afloop van de concessie, de as in de urn, die in een columbarium geplaatst is of die begraven is, in het daartoe bestemde perceel wordt verstrooid, in plaats van een overbrenging naar het doodsbeenderhuisje.” opgeheven

Art. 10. In artikel L1232-17bis van hetzelfde Wetboek wordt de eerste zin van het eerste lid vervangen door wat volgt: ”Voor begraving is een gratis verlof vereist, dat minimum 24 uur na het overlijden alleen mag worden verleend door de ambtenaar van de burgerlijke stand van de plaats van het overlijden, indien de persoon overleden is in een gemeente van het Franse taalgebied.”

Art. 11. In artikel L1232-18, § 3, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 maart 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het tweede lid wordt aangevuld met volgende zin: ”Alleen de begravingen in grafkelder mogen het voorwerp uitmaken van een afwijkingsaanvraag.”;

2° de twee volgende leden worden toegevoegd, luidend als volgt:

”De Regering weigert de afwijking als het gaat om een begraving in een gebouw dat binnen zes maanden na de inwerkingtreding van dit lid, geen voorwerp heeft uitgemaakt van een registratie door zijn eigenaar bij de gemeente die de afstemming ervan en zijn perfecte staat van onderhoud controleert.

De artikelen L1232-4, L1232-5 en L1232-20 zijn van toepassing op de begravingen waarvoor een afwijking is toegekend.”

Art. 12. In artikel L1232-19 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 maart 2009, wordt het eerste lid vervangen als volgt:

”De basis van iedere doods-kist die in volle grond wordt begraven, bevindt zich horizontaal in een afzonderlijke kuil, op een diepte van ten minste vijftien decimeter onder het maaiveld. Wanneer meerdere doods-kisten boven elkaar begraven worden, is de basis van de hoogste doods-kist vijftien decimeter onder het maaiveld.

De basis van iedere urne die in volle grond wordt begraven, bevindt zich in een afzonderlijke kuil, op een diepte van ten minste zes decimeter onder het maaiveld. De urne die voor een begraving in volle grond wordt gebruikt, is biologisch afbreekbaar.”

Art. 13. Artikel L1232-21 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 16 november 2017, wordt vervangen als volgt:

”Art. L1232-21. § 1. Een niet-geconcedeerd graf wordt tijdens minstens vijf jaar in volle grond voor een doods-kist en in een columbariumcel of in volle grond voor een urne bewaard. Geen wijziging in het wettelijke stelsel van de ruimte wordt op individuele basis toegekend.

De openbare beheerder bewaart het e-mailadres en het adres van de woonplaats van de persoon die de graf-aanvraag ingediend heeft.

Elke wijziging van deze informatie in de gemeentelijke registers gebeurt op initiatief van de persoon die de graf-aanvraag heeft ingediend of, indien hij overleden is, van zijn rechthebbenden.

§ 2. Ten vroegste bij het verstrijken van de in § 1 bedoelde termijn, maakt de burgemeester of diens afgevaardigde, of het bevoegde orgaan van het autonome gemeentebedrijf of van de intercommunale een akte van beslissing tot wegneming op.

Een afschrift van de akte wordt per post of e-mail toegezonden aan de persoon die de grafaanvraag heeft ingediend of, als hij overleden is, aan zijn rechthebbenden. In geval van opgraving betaalt de persoon die deze aanvraag heeft ingediend, het verschuldigde bedrag binnen de maand. Bij gebreke daarvan wordt een afschrift van de akte minstens een jaar lang bij het niet-geconcedeerd graf en aan de ingang van de begraafplaats aangeplakt. In geval van opgraving wordt daarvan melding gemaakt op de begraafplaats.

De nabestaanden mogen de graftekens wegnemen na de aanplakkingsperiode en mits een schriftelijke vergunning van de openbare beheerder of diens afgevaardigde, die op basis van een schriftelijke aanvraag ingediend tijdens de aanplakkingsperiode wordt toegekend. De openbare beheerder neemt de overblijvende graftekens weg na eventuele terugname door de nabestaanden en na ontvangst van de vergunning van de door de Regering aangewezen dienst.

Het niet-geconcedeerd graf wordt na het verstrijken van de in § 1 bedoelde termijn gevolgd door het aanplakkingsjaar gesaneerd. Na afloop van die termijn wordt de openbare beheerder eigenaar van de materialen.

Worden in het register van de concessies vermeld :

1° de zending van het afschrift van de akte alsook de uitvoering van de voor de opgraving verschuldigde betaling;

2° het gebrek aan antwoord van de persoon die de grafaanvraag heeft ingediend of, indien hij overleden is van zijn rechthebbenden.

§ 3. In geval van desaffectatie van een geheel van minimum drie niet-geconcedeerde aangrenzende graven worden een liggingsplan en een intern plan van aanleg aan de door de Regering aangewezen dienst overgemaakt, die binnen vijfenveertig dagen na ontvangst ervan advies uitbrengt.

§ 4. Aan het einde van het aanplakkingsjaar worden de stoffelijke resten en de as in een ossuarium bijgezet. De openbare beheerder vermeldt deze verrichtingen in het register van de begraafplaatsen.

§ 5. Het onderhoud van een niet-geconcedeerd graf behoort tot:

1° de openbare beheerder wanneer de overledene bij zijn overlijden als behoeftige is erkend;

2° de in artikel L1232-1, 14°, bedoelde nabestaanden in de andere gevallen.”.

Art. 14. In artikel L1232-22 van hetzelfde Wetboek worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid van paragraaf 1 wordt vervangen als volgt: "Voor crematie is een gratis verlof vereist, dat minimum 24 uur na het overlijden alleen mag worden verleend door de ambtenaar van de burgerlijke stand van de plaats van het overlijden, indien de persoon overleden is in een gemeente van het Franse taalgebied.”;

2° in het vierde lid van paragraaf 2 worden de woorden "het in artikel 77 of in artikel 81 van het Burgerlijk Wetboek bedoelde attest" vervangen door de woorden "de overlijdensakte”.

Art. 15. Artikel L1232-25 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 16. Artikel L1232-26 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 10 november 2016, wordt gewijzigd als volgt:

1° in paragraaf 2, eerste lid, 1° a), worden de woorden "de verwaarlozing" vervangen door de woorden "het onderhoudsverzuim”;

2° in paragraaf 3, eerste lid, worden de woorden "de in punt 3 bedoelde bepalingen" vervangen door de woorden "de in paragraaf 2, eerste lid, 3°, c), bedoelde bepalingen”.

Art. 17. In artikel L1232-28 van hetzelfde Wetboek wordt het derde lid vervangen als volgt: "Voor de graven die vóór 1945 bestonden, wordt eerst een toestemming aangevraagd aan de door de Regering aangewezen dienst.”.

Art. 18. Dit decreet treedt in werking op de door de Regering bepaalde datum en uiterlijk op 15 april 2019.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 14 februari 2019.

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen,
Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Tewerkstelling en Vorming,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,
C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,
J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme,
Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,
R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuur,
V. DE BUE

(1) Zitting 2018-2019.

Stukken van het Waals Parlement, 1256 (2018-2019) Nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, plenaire zitting van 13 februari 2019.

Bespreking.

Stemming.